

Jacques EBERHARD

Jacques EBERHARD

Conseiller Général - Maire de Gonfreville-l'Orcher

Candidat PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Remplaçant éventuel

Maurice SCHLEWITZ Adjoint au Maire du Havre

Électrices, Électeurs,

Un mouvement d'une ampleur et d'une puissance exceptionnelles soulève les couches laborieuses de la Nation.

Des usines, des bureaux, des universités monte l'exigence de changements politiques profonds.

Le Président de la République a été contraint de donner la parole au peuple.

Vous êtes appelés, le 23 Juin, à élire votre député.

Travailleurs manuels et intellectuels, étudiants, paysans, enseignants, sont entrés en lutte parce que le pouvoir gaulliste a pratiqué pendant dix ans une politique contraire à leurs intérêts, à l'intérêt national.

Par leur lutte, dans un puissant mouvement de grève, les travailleurs manuels et intellectuels ont arraché au pouvoir et au patronat des avantages substantiels.

Les ouvriers métallurgistes, ceux de chez Renault en particulier, les marins, ont été contraints par le patronat et l'Etat-patron de prolonger leur mouvement revendicatif par une lutte courageuse, dans un calme et une discipline exemplaires, face aux forces policières et aux provocateurs gauchistes. Appuyés par un immense élan de solidarité ils n'ont jamais manqué du soutien actif du Parti Communiste Français.

Le rôle de la C.G.T. dans cette action menée avec sang-froid, dans le calme et le soutien actif du Parti Communiste Français ont contribué de façon déterminante au succès de la grève au bénéfice de millions de travailleurs.

En dénonçant les provocations et les violences des groupes gauchistes en même temps que celles organisées par la police, les communistes ont évité de grands malheurs à notre pays ; ils ont eu le souci de barrer la route à l'aventure, d'empêcher l'instauration d'une éventuelle dictature militaire.

Pour les communistes, le drapeau de la classe ouvrière ce n'est pas le drapeau défraîchi de l'anarchisme, mais c'est tout à la fois le drapeau rouge du socialisme et le drapeau tricolore de la Grande Révolution Française, le drapeau de la nation.



Voter pour les candidats communistes, c'est exiger que soient durablement garantis les résultats des grandes luttes ouvrières et que soient satisfaites les autres aspirations des travailleurs manuels et intellectuels.

Voter pour les candidats communistes c'est voter pour des réalisateurs dont vous pouvez mesurer chaque jour l'action à la tête des municipalités qu'ils dirigent.



Alors que s'exprime avec force la volonté populaire d'en finir avec le pouvoir gaulliste, le Parti Communiste soumet aux électeurs son programme démocratique et social avancé. Ce programme garantit les libertés publiques et fonde la stabilité du gouvernement sur l'entente des partis démocratiques et le soutien actif des masses populaires.

Dans l'ordre économique, il s'affirme pour une véritable expansion, la nationalisation des grands monopoles, la gestion démocratique des entreprises nationales, la réduction des dépenses improductives (force de frappe), une réforme démocratique de la fiscalité, la lutte contre la hausse des prix et l'inflation, la mise en valeur de toutes les ressources du pays selon un plan démocratique de développement.

Dans l'ordre social, il met l'accent sur l'augmentation des salaires, retraites et pensions, la garantie des ressources et la réduction du temps de travail, l'abrogation des ordonnances frappant la Sécurité Sociale, la reconnaissance des droits syndicaux dans l'entreprise, la juste rémunération du travail paysan, la refonte profonde d'une Université moderne et démocratique dans le respect de la laïcité, l'élaboration d'un statut démocratique de l'O.R.T.F.

Sur le plan international, il préconise une politique cohérente de paix, d'indépendance nationale, de solidarité avec les peuples opprimés ou récemment libérés, de coopération internationale, de sécurité collective et de désarmement.

Le P. C. F. réclame la cessation inconditionnelle des bombardements américains sur la République Démocratique du Vietnam et un règlement politique du conflit, assurant au peuple Vietnamien le droit de déterminer son sort dans l'indépendance.

Voter communiste c'est approuver ce programme de démocratie et de progrès social, qui correspond aux aspirations de notre peuple à l'avenir de la jeunesse à l'intérêt de la République et de la France, c'est se prononcer pour la démocratie et le socialisme.

De Gaulle et Pompidou cherchent à faire peur en agitant le prétendu danger communiste afin de sauver leur régime de pouvoir personnel du naufrage. D'autres politiciens sont à la recherche d'une prétendue "troisième force" qui nous raménerait à l'impuissance et au passé.

Il est vrai que le Parti Communiste Français est l'adversaire le plus sérieux du pouvoir gaulliste. Mais le choix, n'est pas entre gaullisme et communisme. Il est entre la dictature et la démocratie fondée sur l'union de toutes les forces ouvrières, démocratiques et progressistes dont le Parti Communiste Français est partie intégrante.

Le Parti Communiste ne revendique pas pour lui seul le pouvoir... Il est pour un gouvernement populaire et d'union démocratique s'appuyant sur la volonté du peuple et dans lequel les communistes doivent avoir la place qui leur revient.

- Pour faire échec à la dictature gaulliste
 - Pour la défense des libertés
 - Pour une politique de progrès social
 - Pour la démocratie et pour le socialisme
 - Pour l'indépendance nationale et la paix

Pour faire triompher ce programme, le Parti Communiste Français vous demande d'approuver sa claire politique d'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques en votant massivement, dès le 1er tour pour :

Jacques EBERHARD

Candidat du Parti Communiste Français

Vu, le Candidat,

ATTENTION! Cette circulaire n'est pas un bulletin de vote.

Pour voter, prenez un bulletin de vote qui porte les noms de Jacques EBERHARD et de son remplaçant éventuel Maurice SCHLEWITZ.

N'inscrivez rien sur le bulletin.

Ne barrez aucun nom. Ne faites aucun signe. Autrement votre bulletin serait nul.

FEDERATION DE LA GAUCHE DEMOCRATE ET SOCIALISTE



F.G.D.S.

qui regroupe

le Parti Socialiste SFIO

le Parti Radical Socialiste

la Convention
des Institutions Républicaines



MARCEL THIEULENT

Candidat

Secrétaire Administratif
Président de la F.G.D.S. du Havre
Membre du Bureau Départemental
de la Convention des Institutions Républicaines

Georges LECHEVALLIER

Suppléant

Chef de Service

Secrétaire de la Section SFIO du Havre Membre de la Fédération Départementale SFIO

Après le puissant mouvement populaire qui a soulevé le Pays, rien ne peut redevenir comme Avant

Le pouvoir gaulliste a beau jeu de parler de participation. Depuis 10 ans, il s'est acharné à empêcher tout dialogue en méprisant ou ignorant tous les corps intermédiaires représentatifs des citoyens : partis politiques, syndicats, associations diverses.

La F. G. D. S. rejette l'anarchie, mais ne confond pas les excès et le folklore avec l'immense espoir de renouveau qui s'est manifesté.

 Les Travailleurs comme les Étudiants ont exprimé la même volonté :

APPORTER DES CHANGEMENTS PROFONDS

Dans les structures sociales, économiques, politiques

POUR PLUS DE PARTICIPATION
PLUS DE LIBERTÉ
PLUS DE RESPONSABILITÉS

la F. G. D. S. propose:

• Une Société de Citoyens Libres et Responsables

permettant plus de **DEMOCRATIE**:

dans l'Entreprise, par le renforcement du pouvoir syndical;

dans l'Université, par une démocratisation de l'enseignement basée sur la participation des intéressés (étudiants, enseignants, parents d'élèves) dans le respect de la laïcité;

dans les structures de l'Etat, au niveau communal, départemental, régional, national;

ceci exige une information objective et notamment un statut de l'O. R. T. F. garantissant son indépendance à l'égard de tous les moyens de pression.

• Une Économie de PROGRÈS

réalisant la JUSTICE SOCIALE et assurant à tous :

le droit à l'Education et à la Culture ;

le droit au Travail, par une politique de plein emploi;

le droit à la Santé, par une véritable sécurité sociale ;

le droit au Logement, par la priorité aux logements sociaux et la lutte contre la spéculation foncière ;

le droit à la Solidarité Nationale pour les familles, les personnes âgées, les handicapés, les victimes de guerre ;

ceci exige l'abrogation des ordonnances antisociales et implique :

un plan démocratiquement élaboré et contrôlé;

des investissements choisis en fonction des besoins réels;

une réforme de la fiscalité, faisant supporter les charges indispensables de l'État par chacun en fonction de ses vraies ressources ;

une modernisation de l'Agriculture, assurant la parité des revenus pour les agriculteurs ; une refonte des circuits de distribution.

• LA PAIX DANS UN MONDE ORGANISÉ par

la renonciation à la force de frappe, la signature des accords de Moscou; une action énergique pour construire l'Europe démocratique et socialiste; une action concrète en faveur du Tiers-Monde, en organisant le commerce international;

Electrices, Electeurs, PRENEZ EN MAIN VOTRE AVENIR

en votant pour les candidats F. G. D. S.

vous vous prononcerez pour

Le SOCIALISME dans la LIBERTÉ

6me Circonscription de la Seine-Maritime

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ







Louis POINTIER, Candidat

Paul RÉGUER, Suppléant

Le P.S.U. propose à vos suffrages :

La candidature de Louis POINTIER,

Chef de Service

Secrétaire de la Section Havraise P.S.U.

Membre du Comité Politique Fédéral de Seine-Maritime Adjoint au Maire du Havre, chargé des problèmes de l'Habitat et de l'Urbanisme Mutilé de Guerre 1939-1945, Médaille Militaire, Croix de Guerre.

Militant socialiste de longue date, notre camarade a, dès 1958, pris une position sans équivoque contre le régime gaulliste.

Son Suppléant Paul RÉGUER,

Surveillant Général du Lycée Technique d'Etat de Caucriauville Conseiller Municipal du Havre

Militant actif de l'U.G.S., il a, dès 1958, lutté activement pour l'unité des forces socialistes qui s'est concrétisé en 1960 avec le Parti Socialiste Unifié.

Votez LOUIS POINTIER

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

La crise de MAI 1968 est une colère populaire.

La jeunesse du pays, ses ouvriers, ses techniciens, ses cadres, ses étudiants, ses enseignants, ses artistes, ses paysans ont tous tenu le même langage:

"Nous ne voulons plus de ce pouvoir, nous ne voulons plus travailler selon la volonté des autres et pour leur profit ".

Cette démonstration de force, pacifique tant que la police n'a pas cherché à y faire obstacle, n'a pas encore changé le pouvoir. Mais l'exigence demeure. Elle pourra être victorieuse quand les organisations traditionnelles de gauche, prudentes et étonnées, cèderont devant la vigueur du courant.

Pour renforcer ce courant, le P.S.U. propose :

- 1°) L'ÉCONOMIE passe aux mains des travailleurs pour être à leur service; crédit et monnaie sont contrôlés; les paysans deviennent maîtres des produits agricoles et de leur vente.
- 2°) L'UNIVERSITÉ est reconstruite à partir de ses conquêtes: critique collective de l'enseignement, autonomie de décision et d'organisation, LIBERTÉ en un mot.
- 3°) LA CULTURE, aussi libérée, n'est plus un produit que l'on vend; sa création continue résulte d'une union étroite avec le public; associations et centres culturels, services publics, éditions, concourent à cette coopération créatrice.
- 4°) La liberté seule commande l'INFORMATION; la radio-télévision autonome, les moyens de presse dans des offices nationaux relèvent d'une gestion démocratique qui les ouvre à tous les courants.
- 5°) Pas de construction intérieure sans action internationale: contre la domination de l'impérialisme américain, contre la division en blocs, pour une construction européenne respectant le rythme de chaque pays, et solidaire des luttes du Tiers-Monde.
- 6°) La liberté responsable commence tout de suite: Comités Populaires bien informés dans les Universités, les Entreprises, les Localités; institutions locales qui décolonisent vraiment la province.

Cette plate-forme aujourd'hui n'est pas acceptée par tous. Seule pourtant, elle unira bientôt ouvriers, techniciens, cadres, paysans, étudiants, enseignants, artistes, contre les appareils pour le socialisme dans la liberté; celà commence dès maintenant.

Vu, le Candidat.

ELECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 1968



(Photo Fernez)

DOCTEUR GEORGES Ancien chef de Clinique à la Faculté de Paris Député sortant

Sixième Circonscription de la Seine-Maritime

Electrices!



(Photo Fernez)

RENÉ RABASTE

Electeurs!

Un député, et surtout un candidat-député, peut tout promettre. Il est certain néanmoins qu'il ne peut pas tout faire.

Jusqu'à présent, dans la circonscription qui est la mienne et qui est, à une exception près, la plus peuplée de France, j'ai dû faire porter mes efforts avant tout dans certaines directions.

Me sera-t-il possible de faire mieux si vous me renouvelez votre confiance ?

J'essaierai de le faire mais, dès maintenant, j'avoue que j'accorderai tout de même une certaine préférence à une double action : action sur le plan économique, action sur le plan politique.

Sur le plan de l'économie :

Toute activité, activité industrielle, activité commerciale ou agricole, mérite évidemment qu'on s'y attarde et qu'on lui réserve ses efforts.

Je n'étonnerai personne toutefois en rappelant qu'au Havre nos espoirs reposent surtout sur le développement de notre port. DE LUI SURTOUT DEPENDENT L'INDUSTRIALISATION ET PAR CONSEQUENT LES MEILLEURES PERSPECTIVES D'EMPLOI.

Le Havre doit demeurer le premier port de France dans le marché commun. Il doit pouvoir soutenir la concurrence avec les grands ports étrangers, belge, hollandais ou allemand. Il faut tout faire, grâce à des équipements, grâce par conséquent à des crédits appropriés, pour lui permettre, non seulement de garder cette place, mais aussi de réduire l'écart qui le sépare des deux colosses, Anvers et surtout Rotterdam.

OR CES CREDITS SONT DES CREDITS D'ETAT. A la fin du 5° Plan, les Pouvoirs Publics — ces pouvoirs que la politique locale accable maladroitement dans les tracts et sur les banderoles — AURONT FINALEMENT ACCORDÉ AU PORT POUR SES EXTENSIONS, UNE AIDE FINANCIERE SUPERIEURE A CENT MILLIARDS! Actuellement se construit la grande écluse qui, à elle seule, coûtera deux fois ce qu'a coûté le pont de Tancarville!

Il a fallu, nul n'en doute, défendre, à l'échelon du Gouvernement, le financement des gigantesques aménagements qui doivent doubler la capacité du Port.

Il a fallu de même, plus récemment, plaider et tâcher de faire admettre que le port du Havre, de préférence à Cherbourg, Brest ou Dunkerque, puisse un jour jouer le rôle de « port relais » et accueillir les pétroliers géants, grâce à la construction, au large, d'une île artificielle en eau profonde. Nous attendons maintenant avec confiance la réponse du Gouvernement.

Le rôle à jouer sur le plan économique est par conséquent fondamental.

Le rôle politique est à mon avis aussi essentiel :

IL DOIT EVITER LA PROPAGATION DU COMMUNISME. Il doit éviter que la représentation communiste ne devienne exclusive, ce qui serait une catastrophe, en provoquant L'EFFONDREMENT DE NOS PROJETS, L'ARRET DE L'INDUSTRIALISATION, LA RUINE DE NOTRE CITE.

Sur le plan de la politique générale, je n'étonnerai personne en disant que je resterai fidèle à la position que je défends depuis si longtemps. Je pense qu'une équipe gouvernementale solide, groupée autour du même Premier Ministre et du Président de la République, est seule capable de ramener dans notre pays, après ce grand drame à peine dissipé, le CALME, l'ORDRE, la CONFIANCE et le CLIMAT NECESSAIRES A LA REUSSITE DES GRANDES REFORMES ACTUELLEMENT EN PREPARATION.

Les ouvriers savent que de Gaulle vient de s'engager formellement à réaliser aujourd'hui la grande réforme qu'il médite depuis 25 ans mais qu'il n'était pas possible jusqu'à présent de réaliser. OR CETTE REFORME EST CELLE QUI DOIT TRANSFORMER LA CONDITION OUVRIERE, celle qui doit permettre à l'ouvrier de participer au profit, celle qui doit lui reconnaître plus de considération à l'intérieur de l'entreprise.

Bien sûr les Communistes vont dire et écrire de tous côtés que de Gaulle est le seul responsable de la grande secousse que nous venons de subir et qu'il aurait pu réaliser plus tôt, afin d'éviter cette crise, sa grande réforme sociale.

Ils oublieront d'ajouter que si de Gaulle n'avait pu jusqu'alors réaliser son grand désir, c'est parce qu'il s'était toujours heurté à l'opposition de tous, avant tout à l'opposition des partis politiques, qui ne voulaient pas entendre parler de cette réforme, le parti communiste en particulier.

Je n'attaque pas celui-ci systématiquement. Mais en observant son action au Havre, je suis obligé de dire que JE N'APPROUVE PAS CETTE ACTION ET QUE JE LA CONSIDERE COMME TRES DANGEREUSE.

J'oublie les mauvais souvenirs, le vigoureux coup de pouce aux impôts, l'apparition des drapeaux rouges sur l'Hôtel de Ville, maison publique, maison du peuple!

JE REPROCHE AUX COMMUNISTES D'ATTISER LA HAINE. Nous en avons eu la preuve et le pénible spectacle lorsque le défilé récent, dans les rues de la ville, d'une foule havraise enthousiaste, bardée de tricolore et chantant la Marseillaise, s'est trouvée soudain face à une meute de jeunes excités, capables de tout s'ils n'avaient été maîtrisés...

JE REPROCHE AU PARTI COMMUNISTE SON MATERIALISME, CAR JE PENSE QU'UNE SOCIETE SANS AME, TOURNEE VERS LA NEGATION, NE PEUT PAS AMENER LA JEUNESSE A TROUVER UN JOUR SON EQUILIBRE MORAL.

JE REPROCHE AU PARTI COMMUNISTE DE TRANSFORMER LA MAISON DE LA CULTURE, AUTRE MAISON DU PEUPLE, EN UNE MAISON DE PROPAGANDE, où tout est trop souvent compris, non pour éduquer, non pour initier, comme le désirait Malraux, mais pour recruter et former des partisans.

JE REPROCHE AUX COMMUNISTES LEUR PROPAGANDE MENSONGERE, leurs attaques incessantes contre le soi-disant pouvoir personnel et contre la « dictature gaulliste ». LA FRANCE DEMEURE LE PREMIER PAYS DE LA LIBERTE. SI NOUS ETIONS EN DICTATURE IL N'Y AURAIT EN FRANCE NI PRESSE CONTRAIRE, NI « CANARD ENCHAINE », NI « HUMANITE », NI OPPOSITION, NI... COMMUNISTES!

Le rôle de parlementaire non communiste dans une ville comme la nôtre est donc écrasant.

Il ne m'empêchera pas malgré tout d'aider de toutes mes forces à réaliser enfin au Havre cette UNION que je désire DE TOUTES LES TENDANCES NATIONALES, union que je voudrais aussi large que possible, SANS DISTINCTION D'ETIQUETTE, à condition évidemment que celle-ci ne soit ni communiste, ni communisante!

Ce rôle ne m'empêchera pas non plus, AU LENDEMAIN D'UNE CRISE QUI VIENT DE DEMONTRER LE DESARROI DE NOTRE JEUNESSE, de me pencher sur le sort de celle-ci et de chercher à la bien comprendre et à l'aider. La présence à mes côtés de mon jeune suppléant, René RABASTE, engagé dans les instances économiques du Havre, apportera dans ce double but un appui précieux et une garantie.

VU LE CANDIDAT :

Docteur GEORGES

Union pour la Défense de la République

SUPPLEANT :
René RABASTE

ANC, IMP. ETAIX - LE HAVRE

6° Circonscription de la Seine-Maritime

CENTRE

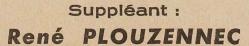
PROGRÈS ET DÉMOCRATIE MODERNE

- Nous ne voulons PAS de l'AFFRONTEMENT ENTRE DEUX BLOCS! Nous pensons, avec Jacques DUHAMEL et Jean LECANUET, que cela finirait par DÉCHIRER LA FRANCE EN DEUX et nous ramènerait au bord de la GUERRE CIVILE!
- Nous ne perméttrons pas LA MAINMISE COMMUNISTE sur notre pays : ce serait la FIN DE LA LIBERTÉ!
- Nous n'oublions pas que LES TRAGIQUES ÉVÈNEMENTS DE MAI 1968 sont le RÉSULTAT de DIX ANS D'INCONDITIONNALITÉ AVEUGLE de la part D'UNE MAJORITÉ qui a eu TOUS LES POUVOIRS et qui a SYSTÉMATIQUEMENT MÉCONNU TOUS LES INTERLOCUTEURS (LOCAUX, DÉPARTEMENTAUX, NATIONAUX, SYNDICALISTES, UNIVERSITAIRES, . . .)
- POUR NE PAS REVENIR A CES DRAMATIQUES ERREURS :
- IL FAUT OBLIGER LE POUVOIR AU DIALOGUE CONSTRUCTIF SUR TOUS LES GRANDS PROBLÈMES (INFORMATION UNIVERSITÉ RÉFORME SOCIALE ET ÉCONOMIQUE EUROPE).
- IL FAUT, POUR LA **DÉMOCRATIE MODERNE** ET LE **PROGRÈS SOCIAL!**



Voter Georges ALLIOT

Ingénieur Réviseur Principal de la Construction
Chevalier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 39-45
Médaille du Combattant Volontaire de la Résistance



Infirmier - Syndicaliste
Médaille Courage et Dévouement



NOTRE DOCTRINE :

C'est celle de la démocratie et de l'humanisme.

NOUS TRAVAILLONS A L'AVENEMENT D'UNE CIVILISATION OU L'HOMME SE SENTE PLUS LIBRE ET PLUS RESPONSABLE.

NOTRE PROGRAMME :

DÉMOCRATE - Ce qui implique :

- La liberté des Citoyens ;
- L'objectivité de l'Information ;
- L'autorité du Pouvoir Central ;
- La vitalité des Régions ;
- Et la participation des Corps intermédiaires.

SOCIAL - Par la mise en œuvre :

- D'une politique d'expansion, dans le sens de la dignité de l'homme;
- Une politique de plein Emploi et de Solidarité;
- Avec priorité à l'Education, à la Jeunesse, au Logement, à la Santé.

EUROPÉEN - Nous voulons une Europe :

- Politiquement unie ;
- Économiquement puissante;
- Diplomatiquement indépendante;
- Au service de la Paix.